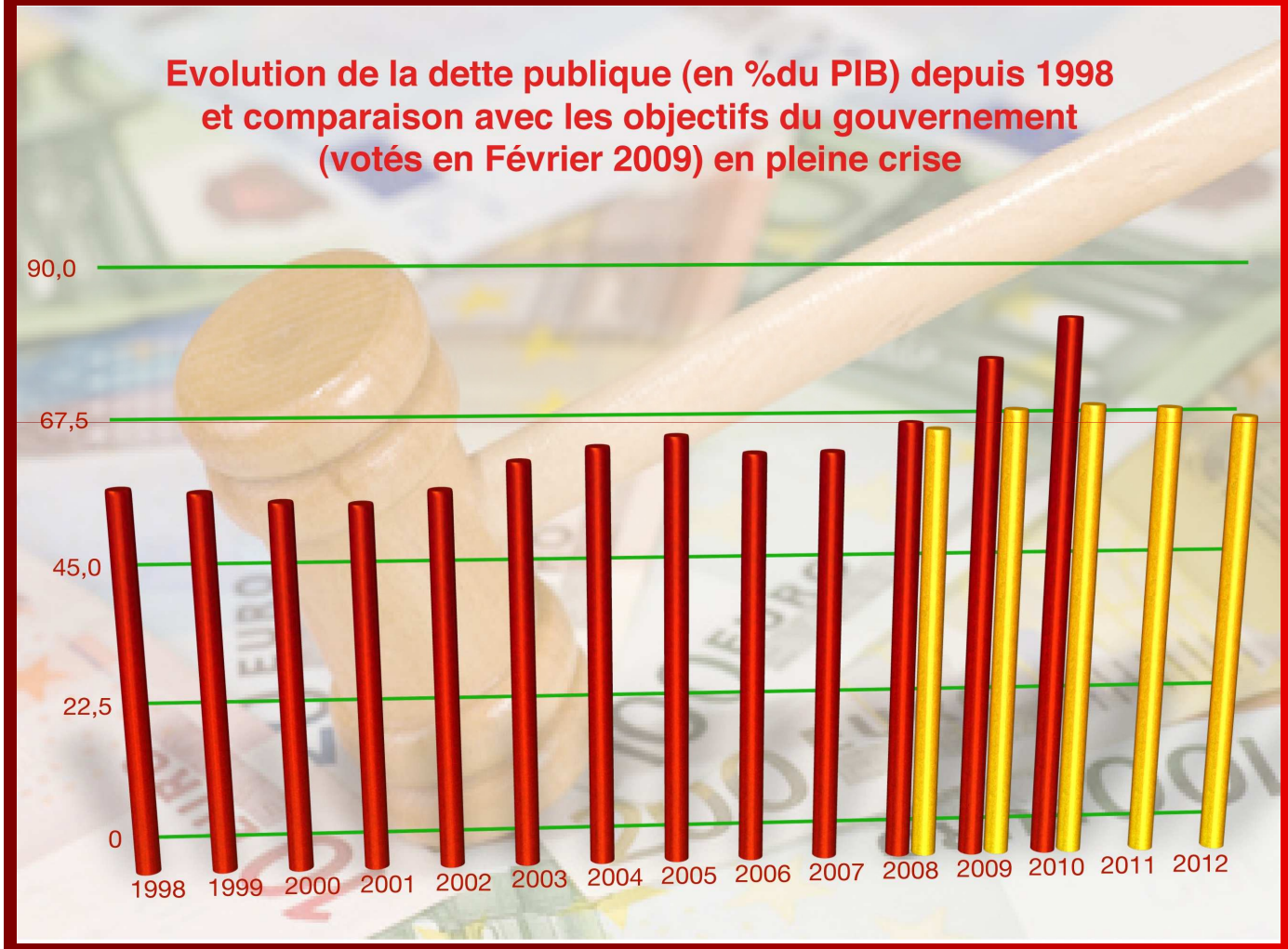
le Groupe SRC

Socialiste, Radical, Citoyen

« Je suis à la tête d'un Etat en faillite » (F. Fillon).

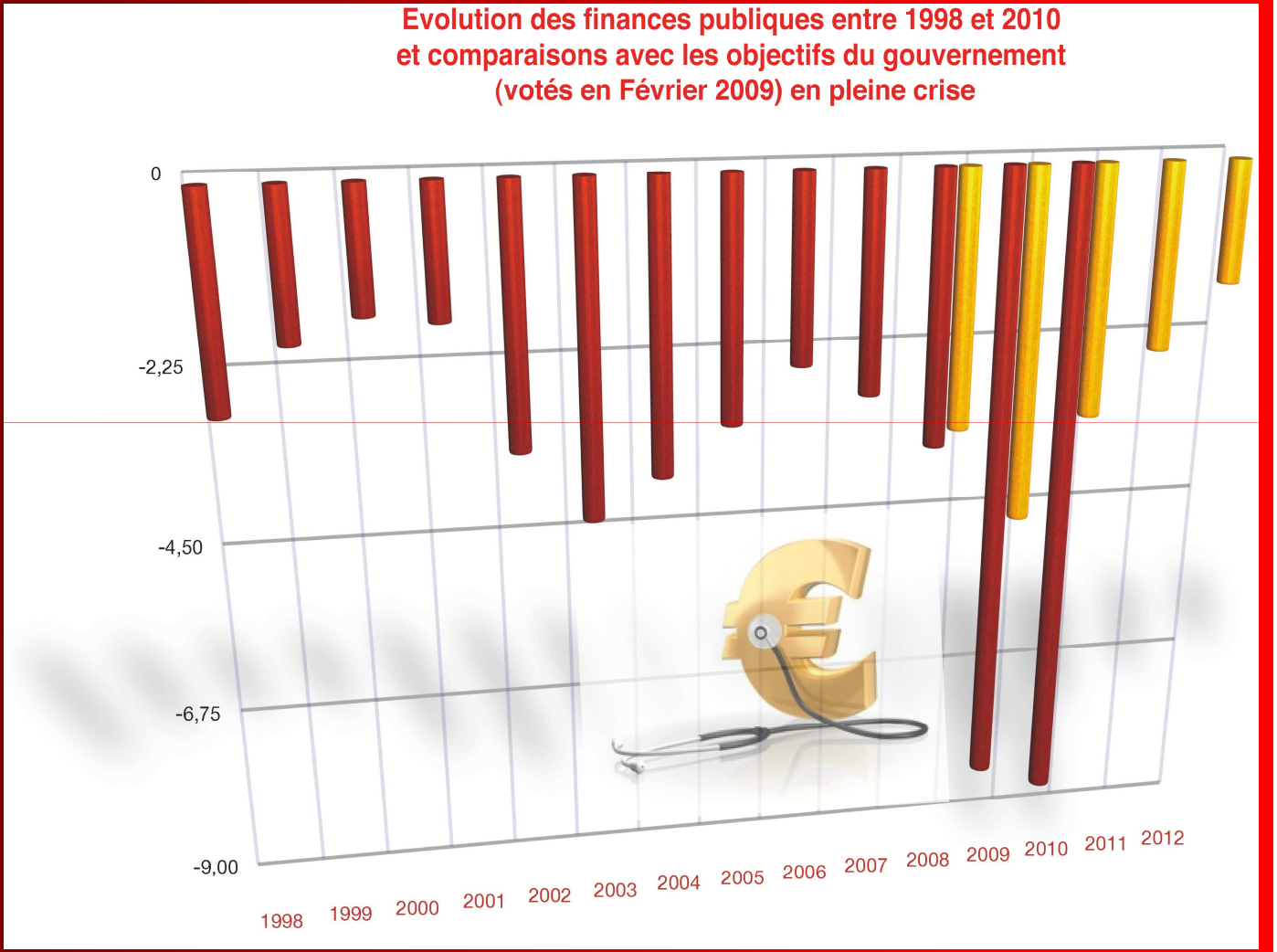
La dette de l'UMP !



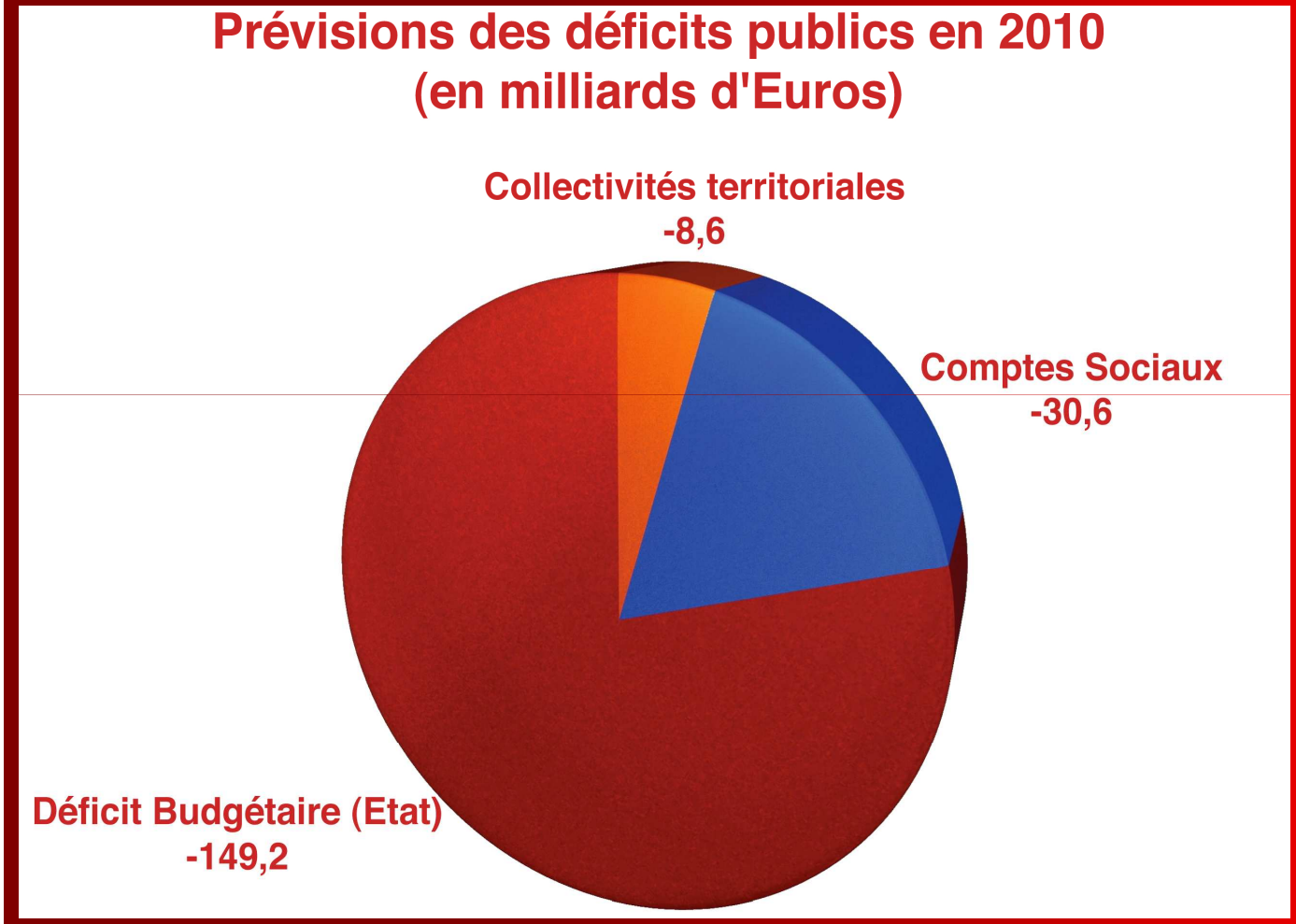
- La dette de la France a baissé sous Jospin
- Elle a augmenté sous Chirac
- Elle a explosé avec Sarkozy
- La défiscalisation des hauts revenus et des entreprises est à l'origine de cette spirale
- La crise n'a fait que l'accélérer
- La part de l'Etat dans l'investissement public n'a cessé de se réduire (23%). L'emprunt national ne corrige cette tendance qu'à la marge.

Le grand plongeon du déficit

- Les déficits publics ont été multipliés par 4 depuis le gouvernement Jospin.
- Les gouvernements de droite n'ont jamais tenu leurs engagements européens de retour à l'équilibre.
- La sécurité sociale équilibrée en 2002 connaît depuis un déficit annuel de 10 milliards (30 milliards en 2010).
- Malgré la crise, N. Sarkozy s'accroche à sa politique de défiscalisation. Les dégrèvements des charges sociales et fiscales représentent le montant du déficit de l'Etat.



C’est le gouvernement qui plombe



- Les déficits publics sont exclusivement imputables à la politique du gouvernement.
- Malgré de multiples transferts de compétences, les collectivités territoriales ont des finances quasi équilibrées.
- Elles assurent 75% de l’investissement public.
- Les seules économies qu’a réalisées le gouvernement l’ont été sur leur dos et sur celui des services publiques.

L’emprunt, c’est tous les jours !

- 1 euro sur 3 dépensé par l’Etat est financé par l’emprunt quotidien

- Fin 2008, la dette s’élevait à 1327 Milliards € soit « *20 600 € par habitant et 47 400 € par actif* » selon la Cour des Comptes.

Pourquoi on est arrivé là ?

- La politique de défiscalisation menée par l'UMP a vidé les caisses de l'Etat
- La France est entrée dans la crise en mauvaise santé économique et financière
- L'Etat a emprunté 250 Milliards € en 2009, soit :
    - Chaque mois : près de 21 Milliards €
    - Chaque jour : 672 Millions € (28 millions par heure)

Une politique fiscale injuste, dispendieuse et inefficace

Les Exonérations	Soit un volume de (en milliards €)	Plus précisément
Exemptions d'assiette sociale	34,5	*Soumettre Stock options, bonus*
Exonération générale des cotisations sociales sur les salaires	21,4	
Plus-values de cession de filiales	20	*Niche JF Copé sur laquelle la majorité refuse de revenir*
Exonérations ciblées de cotisations sociales	6,4	
Crédit impôt-recherche	5	*Cibler sur les PME et cesser les cadeaux aux multinationales et aux banques*
Aides à domicile	3	
Exonérations sur les contrats d'assurance-vie	3	
Heures Sup	3	*Subvention destruction d'emplois*
TVA 5,5% dans la restauration	2,4	*Prix augmentent déjà, pas d'emplois créés*
Bouclier fiscal	0,7	*Protège les plus riches et exonère de tout effort de solidarité*
Exonération des grosses successions	2	
Crédit d'impôt pour les économies d'énergie	2,6	
Réduction d'impôt pour les DOM	1,1	
458 autres niches	41	
Total	**146,1**	

L'emprunt national : le cache misère du gouvernement

- Les dépenses prioritaires (enseignement supérieur, recherche, industrie, développement durable) financées par l'emprunt national ont vu leurs crédits stagnés depuis huit ans.

- Les abrogations du paquet fiscal (15 mds) et de l'exonération des plus-values de cessions (20 mds) auraient permis de financer ces priorités sans accroître la dette.

- Lors de la conférence sur les déficits publics, N. Sarkozy a déclaré qu'il ne toucherait pas à la fiscalité. Il continue de privilégier la paupérisation des services publics, des collectivités territoriales et de la protection sociale.

- Sont d'ores et déjà programmés dans le budget 2010: la disparition de la taxe professionnelle, la suppression de 40 000 emplois publics dans l'éducation nationale, la réduction des investissements dans les services publics, la réforme des retraites.

La fausse taxation des bonus

Banques

Cotisations

Taxes Bonus Traders

270 Millions €

Fonds de garantie des épargnants

Reliquat bonus des traders = 90 Millions €

Etat

Déduction Impôt Sociétés = 90 Millions €

→ Situation jusqu'en 2009

→ Situation à partir de 2010

La taxation sur les bonus des traders est un beau mensonge. Elle sera une opération blanche pour les banques et se substituant à leur cotisation au fond de garantie des épargnants, créé par les socialistes, à hauteur de 270 Millions €. L'Etat ne touchera pas un centime.

Même trompe l'œil pour le reliquat des bonus des traders, puisque le gouvernement rend aux banques l'intégralité de ce qu'elles ont données, à travers la déduction de l'IS !

Le président de la commission des Finances, le socialiste D. Migaud, a fait voter un amendement en commission qui prévoit le versement effectif de la taxe à l'Etat.

L’emprunt Sarkozy, c’est vous qui payez!